

Ce que dit Aung San Suu Kyi http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/12/28/ce-que-dit-aung-san-suu-kyi_1623177_3232.html

Point de vue | LEMONDE.FR | 28.12.11 |

par Frédéric Debomy, ancien président d'Info Birmanie, et Stéphane Hessel, ambassadeur de France,

En mai dernier, nous avons publié avec l'équipe d'Info Birmanie un livre destiné à faire mieux connaître la pensée et l'action d'Aung San Suu Kyi, figure de référence du mouvement démocratique birman et lauréate du prix Nobel de la paix. La "Dame de Rangoun", évoquant ses objectifs, disait ne pas viser seulement un changement de gouvernement mais aussi "un changement dans la société birmane, une évolution des concepts politiques, des idées politiques [car] je crains qu'il fasse désormais partie de [notre] culture politique de penser qu'un changement significatif ne peut advenir que dans la violence". Son approche non-violente a parfois été confondue avec de la passivité. La possibilité qu'elle atteigne ses objectifs n'a pourtant jamais semblé si proche.

Les évolutions à l'œuvre en Birmanie ont été largement commentées : reprise du dialogue avec la "Dame", suspension d'un projet de barrage controversé, adoption de lois autorisant les syndicats, le droit de grève ou les manifestations, mise en place d'une commission nationale des droits de l'homme, relâchement de la censure. Certes, l'amnistie attendue d'un grand nombre de prisonniers politiques s'est soldée le 12 octobre dernier par un constat décevant : si quelques activistes de premier plan ont retrouvé la liberté, la plupart demeurent encore derrière les barreaux.

Pour Aung San Suu Kyi, qui réclame leur libération, la volonté de réforme du régime semble cependant réelle. Mais la dirigeante de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) demeure prudente : elle rappelle que nous n'en sommes encore qu' "au début du début" des changements espérés. Elle estime en outre qu'il faut demeurer attentif à la possibilité d'une réaction violente des éléments conservateurs du régime : *"pour l'instant, je ne pense pas que le danger soit grand. Mais bien évidemment, les choses peuvent évoluer très vite en politique."* Assiste-t-on en Birmanie à une transition qui s'opèrerait "par le haut" et à laquelle la mobilisation continue des forces démocratiques serait étrangère? Rien n'est moins sûr. En décidant de fonctionner comme un parti autorisé, la LND a mis un régime soucieux d'améliorer son image au pied du mur : la réprimer ou priver de nouveau sa dirigeante de liberté anéantirait les efforts déployés par la dictature pour convaincre qu'une démocratisation du régime est à l'œuvre depuis les élections contestables de novembre 2010. La légalisation de la LND, annoncée le 13 décembre par les médias officiels birmans, est à l'évidence un effet de sa persévérance. Aung San Suu Kyi et son parti envisagent désormais de se présenter aux élections législatives partielles à venir. La "Dame" sait que rentrer dans le jeu politique "normal" la rendra plus vulnérable : *"Certaines personnes s'inquiètent du fait que participer pourrait faire du tort à ma dignité. Franchement, si vous faites de la politique, vous ne mettez pas en cause votre dignité"*.

L'un de ses objectifs est d'entrer au Parlement pour pouvoir y discuter la nouvelle constitution démocratique de 2008, qui assure à l'armée un contrôle certain de la chose politique. Un sujet sensible.

Elle sait aussi qu'il ne saurait y avoir de stabilité en Birmanie si les revendications des minorités nationales (qui souhaitent un Etat fédéral et démocratique) ne sont pas entendues. Elle regrette que les partis ethniques soient toujours exclus du dialogue. Certes, la signature d'un accord de cessez-le-feu avec l'Armée de l'Etat Shan Sud et l'ordre donné par le président Thein Sein de ne plus combattre l'Armée de l'indépendance kachin sont choses encourageantes. Mais une paix durable ne pourra être obtenue que si les différentes parties conviennent d'un accord politique de fond. Les minorités l'attendent d'ailleurs sur ce sujet, un responsable karen confiant qu' "en ce moment, Suu Kyi discute avec le gouvernement tandis que les civils kachin fuient [toujours] les soldats birmans et se cachent dans les camps de réfugiés. C'est pourquoi ceux-ci pensent qu'elle ne les

soutient pas."

Aung San Suu Kyi sait que le temps de la politique est un temps long. Sa patience ne doit pas être confondue avec une forme de négligence ou d'indifférence envers des réalités humaines qu'elle sait dramatiques. Loin de regretter d'avoir perdu la figure morale au profit de la femme politique, ses soutiens internationaux devront admettre qu'il ne lui sera pas toujours possible de faire avancer des dossiers pourtant urgents aussi rapidement ou aussi complètement qu'il le faudrait. Il leur faut pourtant continuer de soutenir la "*Dame*" : pour que les évolutions en cours en Birmanie aillent le plus loin possible, il importe que le monde extérieur lui apporte son plein soutien.

Frédéric Debomy et Stéphane Hessel ont publié avec Aung San Suu Kyi et Info Birmanie le livre "*Résistances. Pour une Birmanie libre.*"